

Rapport de la première réunion du comité technique du 07.02.2024

14h00 – 17h00

Liste de présences : Sinner Carole (ANF), Poeckes Gaby (FSHCL), Dostert Michel (GdS), Jaroslav Tymrak (TJ Consulting), Bosseler Julien & Wagner Sven (n&e), Kohn Sabrina (CdC), Probst Maurice (ProSilva), von Loe Winfried (GdS), Köhler Ralf (Woodcluster), Martin Michel (Phénix Vert), Lamborelle Thibaut (Délégation S ANF), Nesser Jacques (Altwies-Bois)

Excusés : Spithoven Laurent (SEBES), Gaasch Gaby (Naturpark Uewersauer)

Ordre du jour

1. Présentation, accueil des participants
2. Discussion sur la norme LFCS ST 1002, projet 2
3. Prochaines étapes

Ad 1 : MD a ouvert la réunion et a souhaité la bienvenue aux participants. MD a également fait référence au procès-verbal de la dernière réunion, qui a été distribué et accepté par les participants.

Annonce 2 :

RDUE

- Les exigences applicables à tous les propriétaires forestiers en matière de légalité, de déforestation et de dégradation des forêts,
- Le processus devrait prendre en compte l'évolution au niveau du gouvernement luxembourgeois et du PEFC Council International concernant la mise en œuvre de l'EUDR,
- La décision finale sur ce sujet devrait être prise sur la base des résultats de la mise en œuvre de l'EUDR aux niveaux national et européen,
- Si quelque chose n'est pas applicable, cela ne devrait pas figurer dans la norme, par exemple 5.1.5c (il n'y a pas de forêts primaires au Luxembourg),
- Il y a une erreur dans la version EN 5.1.6, elle fait référence à la version 5.1.4

Engagement des propriétaires forestiers

- La note clarifie quelles sont les obligations au niveau individuel et collectif,

Définition des limites

- Une exigence devrait être plus spécifique, par exemple faire référence à une « parcelle cadastrale » ou à une « parcelle forestière », pour être intégrée dans les exigences relatives à la planification de la gestion forestière et à la cartographie.

Aménagement (50 ha)

- La question a été posée de savoir pourquoi la norme fait référence à une limite de 50 ha. Il a été souligné que cette limite ne s'applique qu'à la planification de la gestion forestière et qu'elle a été établie pour répondre à la nécessité pratique de disposer d'un plan formel de gestion forestière. Cependant, ce seuil peut être révisé en fonction des commentaires des parties prenantes.

Utilisation de pesticides / engrais

- Bien que cela soit prévu dans la législation, une proposition alternative a été ajoutée pour interdire l'utilisation de pesticides et d'engrais. Cette mesure est conforme à la législation.

Connectivité écologique

- PnP fait également référence à la connectivité écologique. JT, CS et MD devraient analyser la stratégie de diversité biologique et proposer des activités spécifiques des propriétaires forestiers contribuant à la « connectivité écologique ».

Besoins en main-d'œuvre

- Non-discrimination, lieu de travail, équilibre entre les sexes : une note a été ajoutée pour expliquer que la taille de l'organisation doit être prise en considération,
- La référence aux « conventions collectives » devrait garantir qu'elle renvoie aux conventions collectives « applicables ».

Dégâts causés par les animaux sauvages

- Des questions ont été posées concernant les restrictions relatives au gibier et aux animaux sauvages.

Référence à la législation

- Il ne faut pas s'attendre à ce que les petits propriétaires forestiers comprennent toutes les exigences de la législation.
- On pourrait considérer que nous avons des exigences critiques dans le texte de base en référence à l'annexe II,

Annonce 3 : Prochaines étapes

Il a été convenu qu'un prochain projet de norme sera préparé en tenant compte de l'analyse de l'évolution de la mise en œuvre de l'EUDR et d'autres sujets discutés.

Le TC a accepté d'envoyer le projet de document à la consultation publique.

Le MD annoncera et distribuera les invitations à la prochaine réunion.

Eschdorf, le 22 février 2024

Pour PEFC Luxembourg asbl Michel Dostert